

## AUDIENCE DU GOUVERNEMENT

JEAN CASTEX, PREMIER MINISTRE

GÉRALD DARMANIN, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

ÉRIC DUPOND-MORETTI, GARDE DES SCEAUX

10 MAI 2021

### INTERVENTION DU SNIPAT :

Monsieur le premier ministre,

J'ai voulu ce soir surmonter mon émotion dans une intervention à la fois synthétique mais disant les choses comme nos collègues les ressentent.

Je vous ai donc écrit la lettre type d'un personnel administratif (ou technique ou scientifique) de la Police Nationale à partir de dizaines de remontées de messages.

### LETTRE D'UN PATS AU 1ER MINISTRE:

Monsieur le 1er ministre,

Je viens de me recueillir pour notre collègue Eric MASSON, tué à Avignon par je ne sais qui ?

Je ne sais s'il s'agissait d'un dealer, d'un trafiquant, d'un individu faisant l'objet d'une fiche de recherche, mais ce que je sais c'est qu'il a tué un père de famille, parce qu'il faisait son travail de policier.

C'est horrible, je pense à ses enfants comme j'ai pensé à ceux de Stéphanie le 23 avril dernier, lâchement assassinée à Rambouillet, ou au petit garçon de Jessica et Jean Baptiste assassinés chez eux à Magnanville.

#### **Est-ce que servir la Police, c'est s'afficher une cible dans le dos ?**

Je repense aux années 90, quand je suis rentré comme administratif de Police.

J'étais fier de travailler en Police, d'avoir passé un concours pour cela.

J'ai eu une formation Police de plusieurs mois, avec des cours dans un Institut National de Formation des Personnels Administratifs Techniques et Scientifiques de Police et des stages en Sécurité Publique et en Police Judiciaire.

#### **On m'a donné une carte Police.**

Dans le commissariat, nous étions quelques administratifs et à force de se remplacer par solidarité, nous sommes arrivés à un point où nous connaissions tout du fonctionnement des services, nos



collègues de terrain venaient nous voir pour des conseils sur les procédures, les marches à suivre et nous sommes devenus des éléments incontournables du commissariat.

Dans ces années 90, j'ai vécu l'arrivée des personnels scientifiques successeurs des aides techniques de laboratoire, dans le cadre de la culture de l'aveu à celle de la preuve, ceux là même qui sont à l'origine de nombre d'élucidations et d'identifications comme récemment à Avignon.

J'ai vu la création des attachés de Police qui devaient remplacer des commissaires sur un certain nombre de postes.

**Nous avons pris des postes à responsabilité au sein de la Police, et comme nous sommes assujettis aux contraintes et aux servitudes de la Police, nous aspirons à une reconnaissance statutaire.**

Nous attendons une reconnaissance Police, une prise en compte de notre appartenance à la grande maison.



**Car pour les délinquants, pour les criminels, nous sommes tous policiers.**

Potentiellement des cibles car nous représentons la Police, l'autorité de l'État !

En 2010, des technocrates, les mêmes auxquels le président de la République avait affirmé vouloir reprendre le pouvoir lors de sa campagne présidentielle de 2017, ont choisi de faire de nous des simples variables d'ajustement budgétaire, des pions interchangeables que l'on pourrait bouger d'un ministère à un autre pour faire des économies.

Pour cela, ils nous ont fusionnés, et ont érigé en dogme, une sacro-sainte mobilité qui profitera aux carriéristes mais pas à l'efficacité, pas à l'expérience pas aux convictions qui nous ont poussés à entrer en Police.

Ils ont supprimé notre appellation Police, notre Institut de Formation, notre carte, nos concours, et ont définitivement fermé la porte à une quelconque reconnaissance statutaire.

Pendant ce temps-là, la société s'est durcie, les inégalités sociales et les crises successives ont conduit à une explosion des déviances sur fond de violence dont les limites sont chaque jour repoussées.





Nous travaillons toujours dans les services de Police, mais sommes gérés par des hauts fonctionnaires qui s'obstinent à ne pas reconnaître qu'un métier d'administratif en Police, ça n'est pas un métier d'administratif dans une autre administration.

**Nous avons de plus en plus peur, car nous ne sommes pas armés, ni protégés.**

**Nos salaires sont les plus bas de la Police Nationale, et de ce fait nous sommes souvent logés dans des quartiers où nous retrouvons les malfrats que nous avons croisés au commissariat.**

Nos représentants demandent depuis des années, une prime de risque, une indemnité de sujétion spéciale comme nos collègues administratifs de l'administration pénitentiaire, qui nous permettrait déjà d'être mieux rémunérés et mieux logés mais si la DGPN qui nous emploie est bien consciente du danger auquel nous sommes exposés, le SG qui nous gère lève les yeux au ciel quand on leur parle des risques encourus !

Pourtant, en plus des délinquants et des criminels, il y a depuis quelques années les terroristes qui nous ciblent aussi comme représentants de l'institution Police :

- Jessica Schneider visée par un terroriste en 2016 avec son conjoint à Magnanville, sans que nous ne sachions encore aujourd'hui comment on a pu la domicilier. Le terroriste après son acte écrivait sur les réseaux sociaux « je viens de tuer un policier et son mari » prouvant qu'il ciblait bien l'étiquette Police.
- Brice LE MESCAM, à la Préfecture de Police de PARIS en 2019, était ciblé par un terroriste qui après avoir acheté un couteau, n'a pas attaqué dans le quartier de son achat mais bien à l'intérieur de la Préfecture de Police prouvant là aussi qu'il visait des collègues de la maison Police.
- Stéphanie MONFERME, tuée à RAMBOUILLET le 23 avril dernier, juste après un appel de djihadistes à s'en prendre à des policiers pendant la période du jeûne.

**Cela fait quelques années maintenant que bien que nous soyons fiers de servir la Police, nous le cachons, nous demandons à nos enfants de ne pas en parler, et nous subissons une haine incompréhensible.**

Cela fait des années que nous regardons derrière en rentrant chez nous, que nous faisons des détours parfois car nous nous sentons suivis, que nous faisons attention à ce que certaines personnes ne nous voient pas entrer ou sortir des services de Police car nous avons une cible dans le dos, comme nos collègues en uniforme, et parfois peut être même plus encore, car nous ne sommes ni armés, ni protégés, ni formés aux gestes de défense, et donc en conséquence, des cibles plus faciles de la haine anti-flics !

Je pense à nous tous administratifs, mais aussi à nos collègues techniques qui accompagnent par exemple les CRS dans leurs déplacements et qui vivent aussi le malaise, ainsi qu'à nos collègues scientifiques, qui semblent n'être la Police du futur que sur le papier.

**Nous sommes tous exposés.**

Nous sommes les plus mal payés de l'institution et certains de nos collègues vont continuer à venir travailler la peur au ventre jusque 67 ans pour des pensions oscillant entre 1200 et 1500 euros, car s'ils partent à 62 ans ils risquent de ne percevoir qu'à peine 1000 euros.

**Il y a une amertume et une colère aujourd'hui de tous les personnels administratifs techniques et scientifiques que vous devez entendre.**

La volonté politique doit être forte pour que très vite nous soyons gérés par la Police, comme des personnels de Police, avec un statut Police et une compensation des risques comme nos collègues avec lesquels nous travaillons et comme nos homologues de l'administration pénitentiaire.





Cela ne conduira peut être pas au risque zéro, qui dans cette société en crise, n'existe pas, mais cela fera que la tristesse que nous vivons ne sera pas alourdie par une colère que l'on ne peut plus apaiser.

**Un grand chantier doit s'ouvrir pour nous, c'est une urgence.**

Nous ne tenons pas pour comptables de la situation actuelle l'équipe en place et attendons beaucoup du ministre de l'Intérieur et du Directeur Général de la Police Nationale qui semblent avoir pris à bras le corps la situation dramatique de nos collègues.

Mais le Beauvau de la Sécurité doit être ambitieux et rattraper les décennies d'inertie pour les « invisibles » de la Police.

Pour cela il faudra aussi votre volonté politique forte et celle du président de la République qui au mois d'octobre était particulièrement sensible à nos doléances. Nous comptons sur vous car nous sommes arrivés à un point où les décisions prises conditionneront la suite.

Et pour terminer, il ne faudra pas négliger que les sources de la violence sont sociétales.

La Police peut y être mieux préparée et plus efficace en prenant les bonnes décisions, mais elle ne pourra s'attaquer seule à tous les maux.

Nous sommes personnels de Police mais nous sommes aussi citoyens .

Les paramètres sont sociétaux et c'est l'ensemble de l'appareil étatique qui devra s'y attaquer, pour qu'il n'y ait plus de Eric, plus de Stéphanie, plus de Jessica, plus de Brice, en résumé plus de collègues qui meurent juste parce qu'ils servent la Police .

Georges KNECHT

Secrétaire générale SNIPAT

